



La communauté internationale se déclare responsable pour un meilleur usage de l'aide.

2 mars 2005

Plus de cent pays, du plus riche au plus pauvre, ainsi que les institutions de développement, se sont engagés, dans une feuille de route pratique, à fournir l'aide de manière plus rationnelle afin de mieux répondre aux besoins des pays en développement. Ils se sont également mis d'accord pour accroître leur responsabilité, notamment par le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route.

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide a été adoptée au Forum de haut niveau par les pays donateurs et les pays en développement, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement, le Comité d'aide au développement de l'OCDE, les Nations Unies et la Banque mondiale. Le Forum était accueilli par le gouvernement français.

La Déclaration de Paris contient environ cinquante engagements afin d'améliorer la qualité de l'aide qui seront mesurés à l'aide de douze indicateurs. Les participants se sont également mis d'accord sur des cibles quantitatives préliminaires pour cinq d'entre eux. Ils définiront, d'ici la revue des Nations Unies pour la Déclaration du Millénaire + 5 de septembre 2005, des cibles pour les progrès à réaliser.

Par rapport au premier Forum de haut niveau de Rome de 2003, deux fois plus de pays et de nouveaux donateurs ont participé au Forum de Paris. Les représentants de la société civile et les parlementaires ont été dès le début activement impliqués dans les travaux du forum.

«En 2005, la pauvreté et le développement sont les sujets de l'année. Les flux d'aide vers les pays en développement sont en augmentation après une baisse constante depuis plusieurs années. C'est pourquoi, nous devons démontrer que nous utilisons l'aide de manière efficace. Cela convaincra les opinions publiques du fait que l'aide aide les populations les plus pauvres du monde et que l'augmentation de l'aide est un bon investissement pour l'avenir » a déclaré Richard Manning, Président du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

Des progrès considérables ont été réalisés depuis Rome, à l'instar de certains pays en développement :

- Le gouvernement afghan a développé sa propre stratégie nationale de réduction de la pauvreté qui limite la participation à trois donateurs, dont un chef de file, dans tous ses programmes. Les donateurs ont accepté de suivre l'agenda défini par le budget afghan plutôt que leurs propres agendas.



- Le Bangladesh a réduit, de trente à trois, le nombre des différents donateurs dans le secteur éducatif, tout en augmentant le niveau des ressources.
- Le Nicaragua a pris la charge de l'amélioration de la gestion de l'aide et a développé un plan d'action pour surveiller sa mise en œuvre. Il partage les leçons qu'il a tirées avec les autres pays.
- En Tanzanie, onze donateurs suivent la direction donnée par le gouvernement et canalisent leur aide au travers de l'administration du pays. Le gouvernement tanzanien et les donateurs coopèrent pour examiner les performances de chacun.

« Des progrès ont été réalisés. Mais nous devons avancer plus vite. Nous n'avons pas besoin d'analyse supplémentaire. Nous savons ce qui a besoin d'être fait. Avec la Déclaration de Paris, nous avons désormais une feuille de route pour le faire » a déclaré au cours des débats James D. Wolfensohn, le Président de la Banque mondiale.

Dans ses remarques, François Loos, Ministre délégué au commerce international a dit : « L'accord sur la déclaration de paris est un signe clair de la détermination de la communauté internationale à faire de 2005 une année de succès pour le développement. Il montre que nous voulons respecter nos engagements de faire plus et mieux en matière de lutte contre la pauvreté. »

Pour les requêtes des médias:

Eric Chinje, African Development Bank
Phone: +216-7110-2116
Email: e.chinje@afdb.org

Ann Quon, Asian Development Bank
Phone: +63-918-914-7003
Email: aquon@adb.org

Helen Fisher, OECD
Phone: +33-1-4524-8097
Email: Helen.Fisher@oecd.org

Rachel Winter Jones, World Bank
Phone: +33-1-4069-3052
Email: rjones1@worldbank.org

Mari Matsumoto, United Nations Development Programme
Phone: +1-212-906-5950
Email: Mari.Matsumoto@undp.org

Martine Montin, French Ministry of Economy, Finances, and Industry
Phone: +33-1-5318-8970
Email: Martine.Montin@dircom.finances.gouv.fr

